



Commune de Loctudy: inventaire des zones humides effectives
décembre 2015

Zones humides effectives

Plans d'eau et mares

Cours d'eau (inventaire départemental)

Commune de

LOCTUDY

Finistère



Plan Local d'Urbanisme

Révision

4b Annexes Sanitaires

Note

Arrêt du projet : D.C.M. du 29 Septembre 2000

Approbation : D.C.M. du 17 Juillet 2006

RÉSUMÉ

En application de la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992, la commune de LOCTUDY a engagé une étude d'aide à décision, qui lui a permis de définir un plan de zonage d'assainissement eaux usées, exposé dans le présent document.

Ce plan de zonage d'assainissement a pour objet de distinguer :

- les zones d'assainissement collectif, au sein desquelles la collectivité s'engage à assurer la collecte et le traitement des eaux usées, en répercutant les frais de mise en place et de gestion des installations sur les bénéficiaires du service,
- les zones d'assainissement non collectif, au sein desquelles les propriétaires doivent être en mesure de justifier de l'existence d'une filière d'assainissement non collective (généralement individuelle) en bon état de fonctionnement ; la collectivité est tenue d'exercer un contrôle sur ce parc d'équipements.

I – PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

La commune de LOCTUDY regroupe une population de 3 752 résidents, en légère progression, mais en progression constante. Du fait de sa position littorale, et de l'importance de ses structures d'accueil, cette commune est soumise à d'importantes fluctuations saisonnières de population. Le nombre de résidents peut quadrupler en période estivale, la capacité d'accueil de la commune étant estimée à 16 000 personnes. Le parc des résidences secondaires (1 440 logements) est pratiquement aussi développé que celui des résidences principales (1 590 logements).

Près de 70 % des logements, et la plus large part des équipements touristiques se répartissent sur une frange littorale, qui s'étend depuis le centre de vacances du Dourdy, au Nord, jusqu'au Cosquer, au Sud, en englobant l'agglomération.

La commune compte également quelques entreprises importantes, essentiellement orientées vers la pêche et le négoce des produits de la mer. Celles-ci sont, pour l'essentiel, implantées dans la zone portuaire.

II – L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANT

La frange littorale de la commune est d'ores et déjà desservie par un dispositif d'assainissement collectif. Un ensemble de dix postes de refoulement (dont un privé) en cascade, permet de faire converger les effluents collectés par un linéaire de près de 42 km de réseau Eaux Usées séparatif, dans le secteur de Kerangall, où ils sont traités.

La station d'épuration existante présente des insuffisances liées :

- à sa capacité de traitement limitée (6 000 EH), au regard des besoins,
- au mode de traitement primaire mis en œuvre (tamisage, dégraisissage).

Les effluents traités sont rejetés en mer, par le biais d'un émissaire, au niveau de la pointe de Kerafédé.

III – L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ET POSSIBILITÉS DE RENFORCEMENT

Une enquête domiciliaire, menée dans les principaux écarts, a permis de caractériser le parc des dispositifs non collectifs existants :

- 30 % des équipements répondent, a priori, aux prescriptions réglementaires actuelles ; ils font très généralement intervenir un dispositif d'épandage souterrain pour le traitement des effluents,
- 60 % des équipements identifiés font intervenir un puits d'infiltration pour évacuer des eaux sommairement prétraitées dans le sous-sol ; ils génèrent ainsi un risque pour la préservation de la qualité des eaux souterraines. Le maintien de ces équipements, qui ont été conçus conformément à la réglementation en vigueur antérieurement à 1982, peut rester admis, tant qu'aucun risque de pollution ou de dysfonctionnement manifeste n'est mis en évidence.
- 10 % des équipements doivent impérativement être modifiés, dans la mesure où ils génèrent des rejets illicites dans les eaux de surface. Ils contribuent à la dégradation de la qualité des cours d'eau, et peuvent, de surcroît, générer des problèmes de salubrité.

Ces rejets ne concernent aucun secteur particulier et ils ont pu être identifiés, ponctuellement, dans la quasi-totalité des villages examinés.

Une étude pédologique a été engagée, en particulier dans les secteurs non desservis par l'assainissement collectif, et pressentis pour permettre le développement de l'habitat dans le cadre d'une révision de POS engagée parallèlement. Cette étude a eu pour objet de déterminer la possibilité de mettre en œuvre, des filières d'assainissement individuelles satisfaisantes, faisant intervenir le sol et/ou le sous-sol pour le traitement et l'évacuation des eaux usées.

Les investigations menées sur le terrain ont révélé qu'une très large part des sols de la zone d'étude présentait une aptitude à l'épandage souterrain, soit dans le sol en place, ou tout au moins dans un sol reconstitué.

Ceci s'applique notamment à une très large part des villages de Kerandrrouin, de Kerinvac'h, de Bremoguer, de Pontual, de Kerouyen et de Kervelegan.

Les problèmes les plus cruciaux, liés à l'hydromorphie des sols, concernent le village de Kervervant, dont le centre ancien est bâti au sein d'une dépression faiblement marquée. Une vingtaine de logements, ou d'habitations potentielles (après réhabilitation), y sont érigées sur des terrains ne permettant vraisemblablement pas l'infiltration d'effluents dans le sol. Par ailleurs, celles-ci ne disposent pas d'autre exutoire que le réseau pluvial pour opérer d'éventuels rejets d'effluents traités, ce qui ne saurait constituer une solution satisfaisante à cette échelle. L'opportunité de desservir ce noyau de constructions par un équipement collectif a, à ce titre, été examinée, sur le plan technique et financier.

Les autres secteurs présentant une inaptitude à l'épandage d'effluents sont fréquemment situés en marge de cours d'eau, ou de talwegs secondaires, qui délimitent les villages examinés. De ce fait, ces zones inaptes à l'épandage **ne recouvrent fréquemment qu'une frange des villages concernés, et celles-ci ne comprennent, en règle générale, qu'un nombre extrêmement limité de constructions**, ne justifiant par la mise en œuvre d'équipements d'assainissement collectif.

Des restrictions au développement de l'urbanisme devront toutefois y être appliquées, la création de dispositifs d'assainissement autonome, de type lits filtrants drainés, générant un rejet dans les eaux de surface, n'étant pas envisageable pour desservir de nouveaux logements supplémentaires. Le recours au tertiaire d'infiltration peut être envisagé dans les zones dont les horizons superficiels demeurent sains et perméables, mais cette technique ne peut raisonnablement être systématisée du fait des contraintes qu'elle génère (surcoût d'investissement, entretien du poste de refoulement individuel, éventuels risques de résurgences d'effluents sur les parois du tertiaire...).

IV – LE PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT RETENU

Le plan de zonage d'assainissement retenu par la collectivité prévoit d'étendre l'assainissement collectif aux zones ouvertes au développement de l'urbanisme qui s'étendent dans le prolongement de la frange littorale d'ores et déjà desservie.

Cette zone comprend notamment :

- le secteur de Kerbernez, qui regroupe près de 45 logements et un centre de vacances (10 pavillons) ; il pourra, très vraisemblablement, être raccordé aux équipements existants par une extension du réseau gravitaire,
- le secteur de Kerandrrouin (20 logements existants) dont la desserte suppose, en revanche, la création d'un poste de refoulement supplémentaire,
- des espaces essentiellement voués au développement de l'habitat, qui sont situés dans le prolongement de réseaux existants, et dont la desserte sera principalement à charge des promoteurs engageant la viabilisation de ces terrains.

La nécessité d'améliorer les conditions de traitement et de rejet actuelles des effluents collectés dans cette zone, et les besoins identifiés, font une priorité de la nécessité de créer une nouvelle station d'épuration.

Celle-ci devra présenter une capacité de traitement de 14 000 EH, à terme, en période estivale, et de 6 000 EH, en dehors de cette période de pointe.

À ce stade, la création d'une nouvelle station est envisagée sur le site de traitement actuel. Ces aménagements s'accompagneront également d'une redéfinition des conditions de rejet en mer des effluents traités.

Les coûts d'investissement relatifs à ces opérations ont pu être évalués à 22,14 millions de F HT. Les coûts de fonctionnement liés à l'entretien de ces réseaux et les coûts de fonctionnement de la nouvelle station d'épuration atteignent 1,054 millions de F HT/an, soit 1 542 500 F HT/an au total, en prenant en compte le coût de fonctionnement du dispositif de collecte des effluents existants.

Sur ces base, en prenant en compte en particulier, les différentes modalités d'aides à l'investissement qui sont aujourd'hui accessibles, le coût moyen du traitement de l'eau, au cours des quinze premières années d'exploitation, a pu être évalué à 11,15 F HT par m³, soit 4,85 F HT/m³, en prenant en compte une part fixe annuelle de 521 F HT par branchement (hors réhabilitation du réseau existant).

La mise en place d'un équipement collectif propre au secteur de Kervervant, n'a pas été retenue par la collectivité, celle-ci ne pouvant actuellement s'engager sur la concrétisation d'un tel projet, compte tenu des investissements prioritaires à effectuer au niveau du traitement des effluents de la frange côtière.

L'assainissement autonome sera maintenu et renforcé, c'est-à-dire mis aux normes, dans l'ensemble des secteurs pour lesquels le raccordement au réseau d'assainissement n'est pas projeté à l'issue de la présente étude. En situation actuelle, près de 862 logements sont concernés.

Dans l'hypothèse où les équipements générant un rejet illicite d'effluents dans les eaux de surface seraient mis en conformité par rapport aux prescriptions réglementaires actuelles (arrêté du 6 mai 1996), les coûts d'investissement atteindraient un montant total minimal de 2,4 millions de F HT (80 équipements).

Les coûts de fonctionnement annuels de ce parc de 862 installations, en situation actuelle, peuvent être évalués à 431 000 F HT.

La collectivité devra prendre en charge le contrôle de ces équipements non collectifs conformément à l'arrêté du 6 mai 1996, pris en application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Elle pourra également, si elle le souhaite, se porter Maître d'Ouvrage pour réaliser ces travaux de mise en conformité, en accord avec les propriétaires volontaires, et bénéficier de certaines subventions dans ce cadre. Dans le cas contraire, les travaux seront à la charge directe des particuliers concernés.

APTITUDE DES SOLS À L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

NOTE COMPLÉMENTAIRE

Le travail de prospection pédologique réalisé dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement a été complété par :

- quelques sondages pédologiques complémentaires, à la tarière à main, réalisés par SETUR,
- une étude de définition de filière, à la parcelle, menée par EF Environnement, dans le secteur de Kerbernez,
- l'extrapolation des observations précédemment réalisées à quelques terrains contigus, d'extension limitée.

Ces investigations ont confirmé le caractère apte à l'épandage souterrain dans le sol en place, ou en sol reconstitué (*filtre à sable non drainé*), dans les zones suivantes, pour lesquelles les terrains ouverts à l'urbanisation ont été étendus :

- Quémeur (*sondage 124*),
- Kerinivrac'h (*extrapolation*),
- Kerbernez Nord (*extrapolation*),
- Kerillan (*sondages 53 et 125*).

Les sondages réalisés dans la partie Sud de Kerbernez ont cependant révélé des terrains inaptes à l'épandage souterrain, en raison de leur hydromorphie, qui apparaît généralement au-delà d'une profondeur de 50 cm par rapport à la surface.

D'autres terrains, prospectés dans le cadre de précédentes interventions présentent également des caractéristiques comparables, qui ne permettent pas d'envisager le recours aux techniques d'épandage souterrain dans le sol en place, ou en sol reconstitué (*filtre à sable non drainé*).

La réglementation en vigueur admet, à titre exceptionnel, le rejet d'effluents traités dans le milieu hydraulique superficiel, lorsque les conditions d'infiltration ne permettent pas d'assurer leur dispersion dans le sol (*arrêté du 6 mai 1996, article 2*).

La mise en œuvre de la technique du filtre à sable vertical drainé ne peut ainsi être envisagée que dans le cas de parcelles ouvertes à l'urbanisation, bordées par un cours d'eau permanent (*éventuellement la frange Ouest du village de Kerhervant*).

La globalité de ces terrains jugés inaptes à l'épandage souterrain, peut toutefois être qualifiée de moyennement hydromorphe, dans la mesure où les traces d'hydromorphie n'apparaissent qu'au-delà d'une profondeur de 40 à 50 cm :

- Kerhervant (*sondages 32, 33 et 40*),
- Kerillan (*sondage 48*),
- Kerbernez Nord (*sondages 116, 117, K, L, M, O, P; voire N*).

Dans ces conditions, le recours au tertiaire d'infiltration peut être envisagé pour assurer un traitement préalable à l'infiltration des effluents dans l'horizon le plus superficiel, et sain, du sol en place. La mise en œuvre de cette technique nécessitera toutefois, dans le cas général, une alimentation par relèvement, imposera une contrainte paysagère, et devra être validée, sur le plan du dimensionnement, de manière à assurer, en toute saison, des conditions d'infiltration suffisantes et satisfaisantes.

Ces points, de même que l'implantation géographique précise de ces équipements, devront être validés au cas par cas, par une étude de sol à la parcelle, à laquelle les investigations menées dans le cadre de la présente étude de zonage d'assainissement, n'ont pas vocation de se substituer.

Description des profils de sol observés

Investigations de terrain du 30 mai 2002-06-04

Sondages à la tarière à main

N° sondage	Codification 4 critères	Profondeur du sol (m)	Arène Altérite (m)	Observations	Aptitude
124	G.B4	0,40	0,40 – 0,60	Arène granitique à la base	AR
125	G.B3	0,60	0,60 – 0,90	Arène granitique à la base	A
126	G.B3	0,60	0,60 – 0,90	Altérite granitique à la base	A

Étude de définition de filière EF Environnement – 5 Juillet 2002

Fosses pédologiques

N° sondage	Codification 4 critères	Profondeur du sol (m)	Arène Altérite (m)	Observations	Aptitude
K	G3B3	0,70	-	. Hydromorphie à 65 cm . Altérite compacte de 0,70 à 140 cm . Blocage pelle à 140 cm . Risques de remontée d'eaux – Plancher imperméable	I
L	G(3)B3	0,60	0,60 – 1,00	. Traces d'hydromorphie à 75 cm . Arène sableuse compacte . Roche mère peu altérée dure : 1,00 - 1,45	D
M	G.B4	0,45	-	. Hydromorphie à partir de 0,55 cm . Blocs et fragments de roche de 0,45 – 1,15	I
N	G6B4	0,50	0,50 – 1,50	. Hydromorphie faible à moyenne dès la surface . Suintements observés à partir de 90 cm . Horizon d'altération sablo limono argileux à sablo argileux	I
O	G3 B3	0,65	0,65 – 0,90	. Arrivée d'eau à partir de 0,90 cm . Hydromorphie à partir de 0,60 cm . Arène sablo limoneuse à sablo limono argileuse	I
P	G.B4	0,50	-	. Traces d'hydromorphie au delà de 50 cm . Roche déstructurée entre 50 et 120 cm relativement compacte	I

